**Contrat-navire**

**Pour la mise en œuvre de tests de dispositifs techniques de réduction de captures accidentelles par la pêche professionnelle dans le cadre de la réalisation du projet FEAMPA ARP**

**Marché n°2025-42 - lot X**

**Dispositif(s) testé(s) : XX**

**ENTRE**

**L’OFFICE FRANCAIS DE LA BIODIVERSITE**, établissement public, à caractère administratif, identifié par le n° SIRET 130 025 00015 et le code APE 8413Z, dont le siège est sis 12 cours Louis Lumière, 94300 VINCENNES, représenté par son Directeur général en exercice, Monsieur Olivier THIBAULT ou son délégataire ayant pouvoir à cet effet, ci-après dénommé **« L’OFB »**

**ET**

**Monsieur/Madame** …………………………………………………., armateur du navire (ou par délégation le patron du navire) …………………………… immatriculé sous le n°…………………….…… à …………………………………, identifié par le n° SIRET ……………………………, ci-après dénommé **« l'Armateur »**.

d’autre part,

L’Office français de la Biodiversité et l'armateur du navire étant également désignés ci-après individuellement, la « Partie », ou collectivement « les Parties ».

|  |  |
| --- | --- |
| **Rôles des différentes structures impliquées sur le projet FEAMPA ARP :** | |
| **Parties prenantes du projet :**   * **OFB**, mandaté par les ministères pour porter le projet : * Coordination du projet avec **droit de propriété** des données * Pilotage du comité scientifique et technique * Communication générale sur le projet (production de rapports, analyses descriptives des données, notes de synthèse du projet) * Garant de la protection des données au titre de la RGPD et du secret des affaires * Formation co-animée avec le prestataire, auprès des comités des pêches et autres parties prenantes, sur les préconisations de pose et d’utilisation du dispositif ainsi que sur l’application du protocole associé      * **Armateur du navire** : * Mise à disposition du navire et présence de l’armateur pour l’installation du dispositif de réduction de captures accidentelles à bord et permettre sa bonne mise en œuvre. * Mise en œuvre des tests de dispositif de réduction de captures accidentelles et application du protocole associé. | **Mandataires et partenaires du projet :**   * **Ministères, en charge de la pêche (DGAMPA) et de l’environnement (DEB) :**   Mandat du projet à l’OFB, soutien financier et portage politique   * **Comités des pêches,** Aglia, et l’Office de l’Environnement de la Corse**:**   CRPMEM  **Autres acteurs impliqués :**   * Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de Corse**Comités des pêches Nouvelle-Aquitaine, Charente-Maritime et Corse**     **Prestataires et fournisseurs de l’OFB :**   * **Prestataires** « dispositif » agissant pour le compte de l’OFB sur le projet pour appuyer la mise en place des dispositifs ; * **Prestataire** « mobilisation » agissant pour le compte de l’OFB sur le projet pour la fourniture d’un appui pour la mobilisation des professionnels du secteur de la pêche ; * **Fournisseurs** « dispositif » agissant pour le compte de l’OFB sur le projet pour la fourniture des dispositifs de réduction des captures accidentelles. |

**CONTEXTE ET PRESENTATION**

**L’Office français de la Biodiversité** (**OFB**) est un établissement public de l'État à caractère administratif, créé par la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 placé sous la double tutelle des ministères en charge de l’environnement et de l’agriculture qui a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité.

L’OFB exerce des missions de connaissance et d’expertise sur l’ensemble des composantes de la nature.

L’OFB accompagne et apporte son appui aux acteurs publics pour la conception, la mise en œuvre et l’évaluation de leurs politiques et les acteurs socio-économiques pour l’exercice de leurs activités en faveur de la biodiversité. Il gère et restaure également les espaces protégés, aires marines et espaces protégés terrestres. L’OFB est mandaté par les ministères en charge de la pêche et de l’environnement pour porter le projet FEAMPA ARP « Analyses Risque Pêche » détaillé plus bas. **Dans le cadre de ce projet et du marché conclu entre l’OFB et le prestataire désigné chargé de l’installation du dispositif de réduction de captures accidentelles et de l’appui pour l’adaptation à l’engin ciblé, le prestataire agit au nom et pour le compte de l’OFB.**

En application des directives européennes Oiseaux (DO) et Habitats, Faune, Flore (DHFF), le projet FEAMPA ARP vise à réaliser des analyses de risque (ARP) pour les activités de pêche professionnelle de porter atteinte aux objectifs de conservation des espèces (EIC) et habitats (HIC) d’intérêt communautaires, et à proposer des propositions de mesures au regard de ces analyses, d’ici fin 2026.

Pour ce faire, le projet prévoit notamment le test de dispositifs de réduction de captures accidentelles sur les espèces protégées de mammifères marins, oiseaux marins, tortues marines et poissons amphihalins, à bord de navires de pêche professionnelle français et via le développement, la mise en œuvre et l’utilisation de dispositifs d’observation électronique à distance (caméras embarquées).

Les données obtenues lors de ces tests sur les navires permettront :

* D’évaluer les taux de captures accidentelles d’espèces protégées de mammifères marins, oiseaux marins, tortues marines et poissons amphihalins avec et sans dispositifs de réduction de captures
* D’évaluer l’efficacité des dispositifs de réduction de captures accidentelles testés sur la base de ces taux de captures.

Le projet FEAMPA ARP vient ainsi compléter les moyens de collecte de données déjà existants sur les captures accidentelles (observateurs à bord, déclarations par les professionnels, observations électroniques) afin de contribuer à des réflexions collectives et à l’élaboration de mesures pertinentes écologiquement et adaptées aux enjeux socio-économiques du secteur de la pêche.

La gouvernance suivante est mise en place pour le projet :

**Un comité de pilotage (COPIL)** avec les bénéficiaires du projet FEAMPA ARP (OFB, comités des pêches, Office de l’environnement de la Corse, l’Aglia), et en associant la DEB et la DGAMPA. Ce comité de pilotage est régulièrement informé des avancées du projet. Il apporte son aide pour résoudre toute difficulté rencontrée au cours du projet et donne son avis, le cas échéant, sur les demandes de données issues du projet par un organisme tiers et/ou une utilisation extérieure au projet.

**ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent Contrat a pour objet de définir les modalités d’installation et de désinstallation de dispositifs de réduction de captures accidentelles ainsi que la mise en œuvre des tests de ces dispositifs dans le cadre du projet FEAMPA ARP.

Il définit également les modalités financières qui en découleront

La signature du présent contrat nécessite, en prérequis, la signature du contrat-navire relatif à la mise en œuvre d’équipements d’observation électronique pour le FEAMPA ARP. La mise en œuvre et l’évaluation des tests de dispositifs de réduction de captures accidentelles prévus dans le cadre du projet FEAMPA ARP ne pourront être réalisés sans cela.

**ARTICLE 2 - MODALITES D’INSTALLATION ET DE FONCTIONNEMENT DES DISPOSITIFS**

L’installation du dispositif de réduction de captures accidentelles sera réalisée dans la mesure du possible conjointement à l’installation du système d’observation électronique, ou dans le cas contraire en période d’arrêt technique, lors d’une fenêtre météorologique défavorable, ou lors de tout autre évènement maintenant le navire à quai.

Les personnels dûment mandatés par le prestataire « dispositif » installeront le dispositif à bord du navire. L’intégralité des frais nécessaires à la mise en œuvre opérationnelle à bord est prise en charge, dans le cadre du projet FEAMPA ARP, par le prestataire « dispositif » désigné (Marché OFB).

**Pour permettre l’installation des dispositifs, l’armateur s’engage à :**

* **Permettre à l’OFB et au prestataire « dispositif » désigné d’installer à bord du navire le dispositif de réduction de captures accidentelles.**

Les parties peuvent s’accorder en cours de projet pour réviser le dispositif et le protocole afin d’améliorer la collecte des données et sa compatibilité avec l’activité de pêche.

Une fois l’installation finale du dispositif effectuée, un rapport d’installation comprenant l’intégralité du matériel installé, les interrogations soulevées ainsi qu’un schéma/photos de l’installation sera transmis à l’armateur et à l’OFB par le prestataire « dispositif » désigné ;

* **Communiquer** au prestataire « dispositif » désigné et à toute structure dûment désignée **les informations techniques nécessaires à l’installation du dispositif à son bord** (disponibilités du navire, configuration technique du navire avec photos associées, configuration du circuit électrique du bord notamment) ;
* **Autoriser la prise de photographies par le prestataire « dispositif »** désigné pour assurer la bonne configuration du dispositif sur le navire ;
* **Fournir l’alimentation électrique**, si son installation électrique le permet, lorsqu’un dispositif de réduction de captures accidentelles en nécessite ;
* **Accueillir à bord le prestataire « dispositif » sur une ou plusieurs marées** (selon le dispositif testé) afin d’adapter le dispositif de réduction de captures accidentelles à l’engin concerné et de garantir son bon fonctionnement. Le prestataire « dispositif » s’engage à respecter et à se mettre en conformité avec les règles de sécurité à bord des personnels embarqués et du code du travail relatif aux embarquements en mer.

Une fois l’installation effectuée, l’armateurdu navire s’engage à **prévenir le prestataire « dispositif » qui était en charge de l’installation du dispositif de réduction de captures accidentelles le plus tôt possible**, par SMS au numéro unique de référence communiqué au patron (et indiqué sur la fiche technique fournie lors de l’installation), **dès qu’il constate un dysfonctionnement du dispositif (panne, casse, autre), ou pour relater tout incident sur le dispositif.**

**L’OFB et le prestataire « dispositif » s’engagent par la suite à résoudre le problème constaté dans les meilleurs délais afin de permettre la reprise des tests de dispositifs.**

**L’armateur et l’équipage du navire s’engagent à maintenir en bon état de fonctionnement le dispositif installé et à effectuer un entretien / nettoyage régulier du matériel pour les dispositifs qui le nécessitent.**

**L’armateur et l’équipage s’engagent également à mettre en œuvre le dispositif de réduction** de captures accidentelles sur les périodes de tests définies par l’OFB **et à appliquer le protocole associé afin de garantir** le bon déroulement des tests**.**

En cas de travaux sur le navire, l’armateur se chargera de protéger, ou de retirer le dispositif lorsque son installation le permet, afin d’éviter toute détérioration du matériel.

**ARTICLE 3 - MODALITES DE DESINSTALLATION DES DISPOSITIFS ET PROPRIETE**

Pour les dispositifs de réduction de captures accidentelles ne pouvant être retirés par l’armateur à l’issue des tests et nécessitant une désinstallation particulière, cette dernière sera réalisée par le prestataire « dispositif » en période d’arrêt technique, lors d’une fenêtre météorologique défavorable, ou lors de tout autre évènement maintenant le navire à quai. L’ensemble des frais liés à cette désinstallation seront supportés par le prestataire « dispositif ».

Dans le cas où l’installation de ces dispositifs nécessiteraient des ajustements ou modifications du navire lors de leur installation / fixation (perçage ou câblage notamment), le prestataire « dispositif » s’engage à remettre le navire en l’état lors de leur désinstallation.

Le dispositif de réduction de captures accidentelles installé sur le navire demeure la propriété exclusive de l’OFB. Toutefois, ce dernier pourra être cédé à l’armateur à l’issue des tests si celui-ci en exprime le souhaite.

**ARTICLE 4 – FORMATION ET ACCOMPAGNEMENT**

En amont de l’installation, une formation auprès des comités des pêches et de toute autre partie prenante (armateur, patron(s), membre(s) de l’équipage) sera réalisée par le prestataire « dispositif » et l’OFB pour expliquer le fonctionnement du dispositif et le protocole à appliquer pour sa mise en œuvre et le bon déroulement des tests. Une fiche technique sera également confiée au(x) patron(s) reprenant les actions simples à mener sur le dispositif.

**ARTICLE 5 – MODALITES FINANCIERES**

**Nom des dispositifs testés, engins et périodes (mois) concernés (Annexe 1) :**

**………………………………………………………………………………………………………………………………**

**………………………………………………………………………………………………………………………………**

A l’issue des tests de dispositif, un versement sera réalisé, conformément au bon de commande émis par l’OFB auprès de l’armateur précisant notamment le type de dispositif testé, l’engin, le nombre de marées ; selon les montants fixés dans le Bordereau des prix Unitaires (BPU).

L’armateur émettra, pour ce faire, une **facture sous format dématérialisé (PDF****), avec les éléments indiqués en annexe 2, *via le portail de facturation dédié* Chorus pro à l’adresse suivante :** https://chorus-pro.gouv.fr**, en veillant à bien préciser :**

- **le numéro du marché ou d’engagement,**

- **le numéro de SIRET de l’OFB, afin d’identifier l’OFB comme destinataire de votre facturation : 130 025 919 000 15**

La démarche détaillée de dépôt sur le site Chorus Pro est présente en annexe 3 du document. Une information complète sur la dématérialisation des factures est également disponible à la même adresse sur le site de Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le paiement sera versé sur le compte bancaire suivant :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **RIB** | **Code Banque** | **Code Guichet** | **N° de compte** | **Clé RIB** |
|  |  |  |  |
| **IBAN** |  | | | |
| **BIC / SWIFT** |  | | | |

**ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES**

L’armateur s’engage à ce que le patron du navire et les membres de l’équipage respectent l’ensemble des termes du présent contrat, afin d’assurer le bon déroulement des tests de dispositifs.

Durant la phase de déploiement des tests, le navire peut être affrété pour réaliser des marées scientifiques pour d’autres projets. Lorsque celles-ci sont compatibles avec le protocole de test, il n’y a pas d’interruption dans l’acquisition des données. Lorsqu’elles ne sont pas compatibles, l’armateur est autorisé à interrompre les tests pendant la durée de son affrètement. L’armateur informe l’OFB des campagnes d’affrètement qu’il doit réaliser durant la période concernée et la comptabilité est alors évaluée au cas par cas, par l’OFB, l’affréteur, le comité des pêches de rattachement et le prestataire.

Selon le dispositif testé, l’armateur et l’équipage du navire s’engagent à renseigner sur un formulaire succinct d’autosaisie, fourni par l’OFB, quelques paramètres non visibles par le système d’observation embarquée, nécessaires à la bonne évaluation de l’efficacité du dispositif de réduction de captures accidentelles. Le formulaire d’autosaisie défini à l’échelon national sera utilisé dès validation par les comités des pêches. Il sera transmis à l’Armateur après signature du présent contrat.

A l’issue des tests de dispositifs de réduction de captures accidentelles, l’armateur transmettra son retour d’expérience sur les tests réalisés sur son navire à l’OFB. Ce retour pourrait concerner les aspects relatifs à son engagement lors de la période de tests, et l’impact du dispositif de réduction de captures accidentelles testé sur son activité économique et opérationnelle. Le format de ce retour d’expérience sera défini à l’échelon national avec validation des comités des pêches.

L’armateur s’engage à rendre accessible son navire aux techniciens et installateurs lors des interventions prévues à bord du navire (installation, accompagnement en mer, etc.).

L’armateur du navire réalise les meilleurs efforts et prend toutes les mesures nécessaires dans la mesure du possible pour sécuriser et conserver le dispositif. Il s’engage à mettre en œuvre le dispositif, à appliquer le protocole associé et à maintenir le matériel en bon état de fonctionnement afin de garantir le bon déroulement des tests, dans le cadre de l’exécution du présent Contrat.

Si la mise en place d’un nouvel équipement ou la défaillance d’un équipement existant sur le navire vient empêcher ou dégrader le fonctionnement du dispositif installé, le patron s’engage à prévenir l’OFB et à intervenir très rapidement pour résoudre le conflit entre les équipements de son navire et le dispositif FEAMPA ARP et permettre une reprise des tests.  Dans le cas où des dommages seraient causés par le dispositif de réduction de captures accidentelles FEAMPA ARP sur les équipements du navire, en raison d’une mauvaise mise en œuvre de ce dernier, l’OFB se dégage de toute responsabilité.

Si la résolution du problème passe par une modification de l’installation existante, l’armateur contactera le prestataire désigné pour convenir des modalités d’intervention pour la désinstallation/réinstallation du dispositif.

**L’armateur s’engage à prévenir l’OFB en cas d’arrêt de toute nature (dysfonctionnement, arrêt volontaire à bord, etc.) des tests de dispositif**.

L’armateur du navire est dégagé de toute responsabilité en cas de perte ou dommages accidentels causés au dispositif installé sur son navire. L’armateur s’engage à ce que le dispositif ne soit pas dégradé ou déplacé de façon intentionnelle. Il communique au fournisseur du dispositif les circonstances de la perte ou des dommages causés au dispositif (panne, casse, autre), transmet des photos et informe le fournisseur dans les meilleurs délais afin de faciliter la remise en état du dispositif. L’OFB et le fournisseur s’engagent par la suite à résoudre le souci constaté dans les meilleurs délais afin de permettre la reprise des tests de dispositifs.

Si les dommages causés au dispositif sont trop importants et que ce dernier ne peut être remplacé, l’OFB s’engage à mettre un terme aux tests de dispositifs. L’armateur du navire est dégagé de toute responsabilité en cas de suspension des tests suite à une perte, un disfonctionnement ou un souci technique du dispositif.

L’OFB et le prestataire « dispositif » désigné s’assureront de la compatibilité des dispositifs avec le bon fonctionnement du navire. Si, malgré les tests préalables et les échanges avec l’armateur des difficultés de fonctionnement du navire adviennent, l’OFB et le prestataire « dispositif » désigné ne peuvent être tenus pour responsables des difficultés de fonctionnement du navire liées à la présence du dispositif de réduction de captures accidentelles à bord du navire. Le prestataire désigné et l’OFB seront en charge de mettre en œuvre et financer les actions correctives nécessaires sur le dispositif installé à bord pour les tests prévus, et uniquement ceux-ci.

**ARTICLE 7 – DUREE – RESILIATION**

Le contrat est conclu pour une durée de XX mois, à compter du ……………………………, reconductible annuellement par avenant jusqu’au 31/12/2027 au plus tard.

L’ensemble des parties se réservent le droit de mettre un terme au contrat, à tout moment, si une incompatibilité majeure, dont la diminution avérée de la capturabilité des espèces commerciales en lien avec le dispositif testé[[1]](#footnote-1), une impossibilité matérielle, sécuritaire ou juridique de mettre en place les tests de dispositifs est constatée.

En cas d’acte ou agissement délibéré ayant pour objet d’empêcher le bon déroulement de l’ensemble des opérations prévues par le présent contrat, ou en cas de non-respect des engagements, l’OFB pourra si nécessaire mettre un terme au présent contrat.

**ARTICLE 8. DROIT APPLICABLE**

Le présent contrat est soumis au droit français.

**ARTICLE 9. INTEGRALITE DU CONTRAT**

Le présent Contrat ainsi que ses annexes et les pièces marché vaut acte d’engagement entre les Parties.

Fait en trois (3) exemplaires originaux,

Le

|  |  |
| --- | --- |
| Pour l’armateur du navire  (ou par délégation le patron du navire), | Pour l’OFB, le directeur général |
| Prénom NOM | Monsieur Olivier THIBAULT |

**ANNEXE 1 – Fiches techniques des dispositifs** **et protocoles associés**

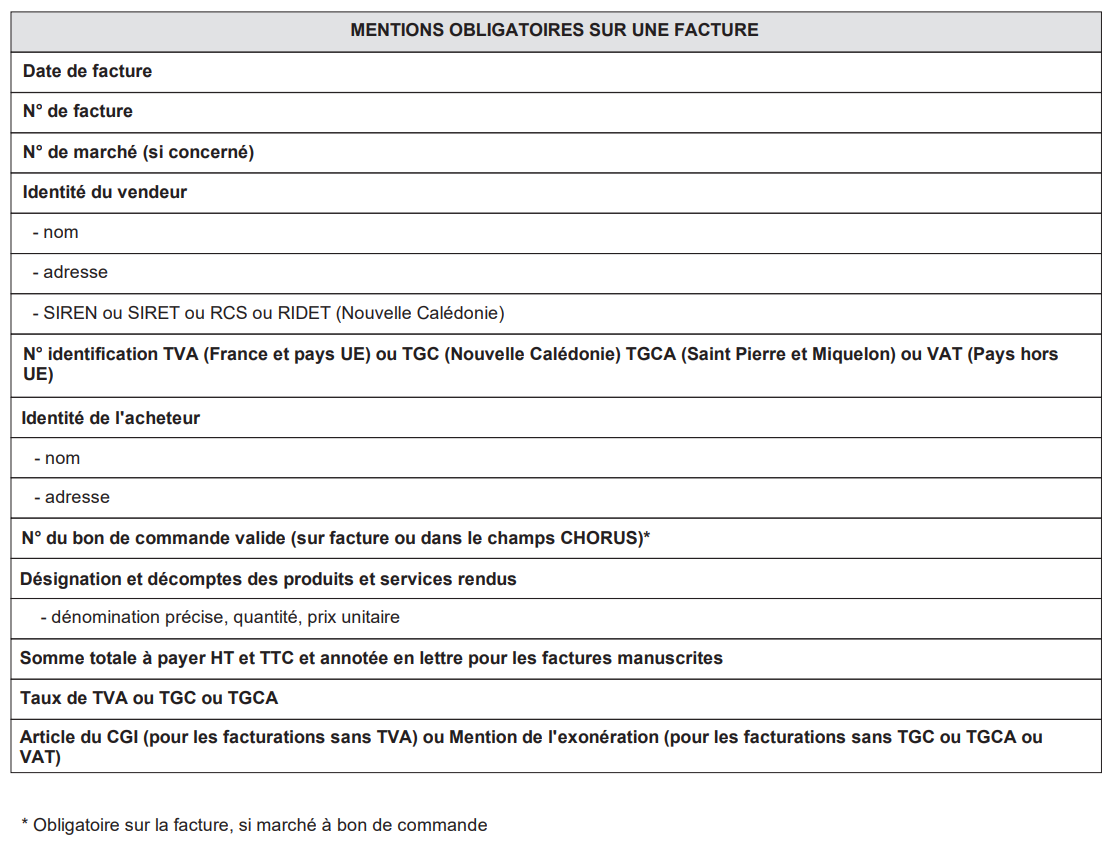
|  |  |
| --- | --- |
| **Dispositif n° 1 testé :** |  |
| **Modèle** |  |
| **Espèces visées** |  |
| **Descriptif et fonctionnement** |  |
| **TOTAL marées** |  |
| **Période des tests**  (Cocher la période) | |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | | Nov-2025 | Déc-2025 | Janv-2026 | Fév | Mars | Avr | |  |  |  |  |  |  | | Mai | Juin | Juill | Août | Sept | Oct | |  |  |  |  |  |  | | Nov | Déc 2027 | |  |  | |

**ANNEXE 2 – Eléments pour facture à adresser à l’OFB**

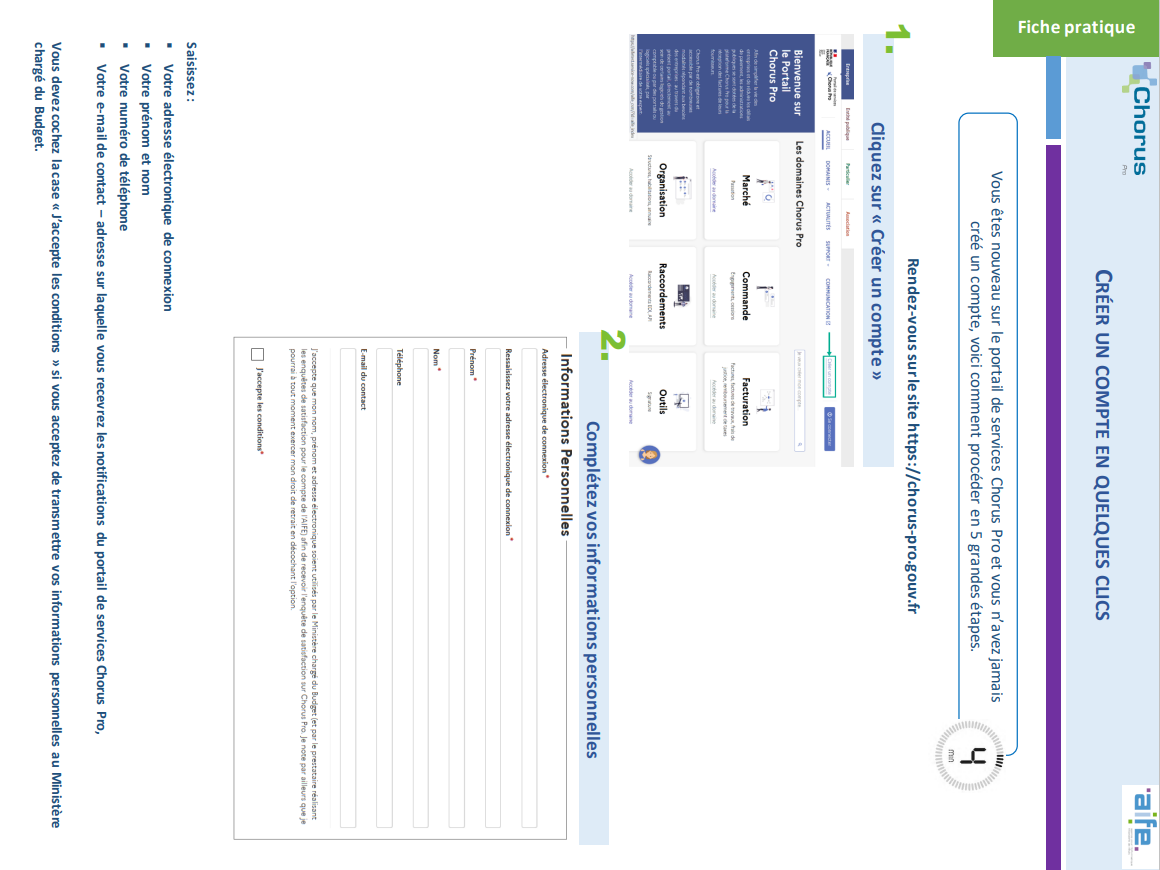
Vous trouverez ci-dessous la liste des mentions obligatoires devant figurer sur vos factures. Nous vous remercions de bien vouloir veiller à ce qu'elles y apparaissent systématiquement. Toute mention manquante entraînera un rejet de la facture concernée dans Chorus.

Pour plus de détails, nous vous invitons à suivre le lien suivant :

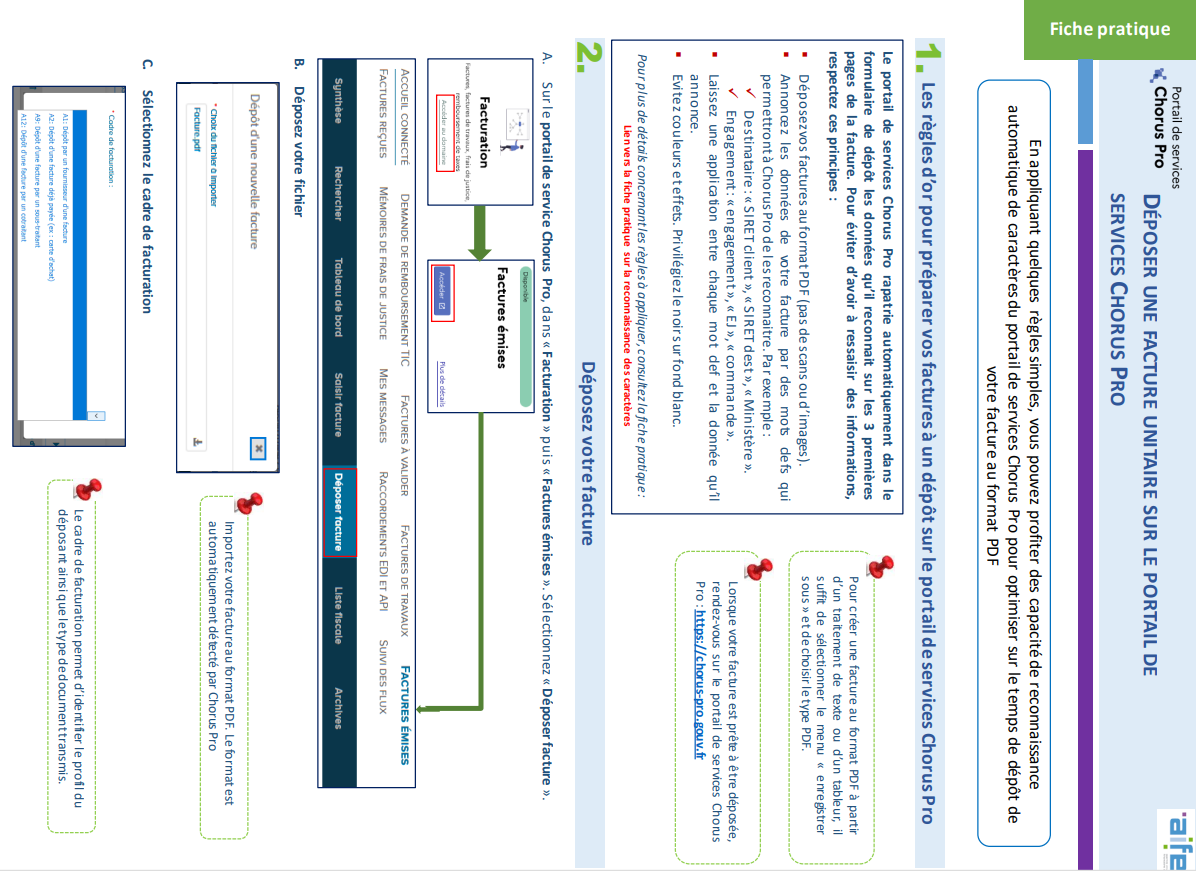
<https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires>.

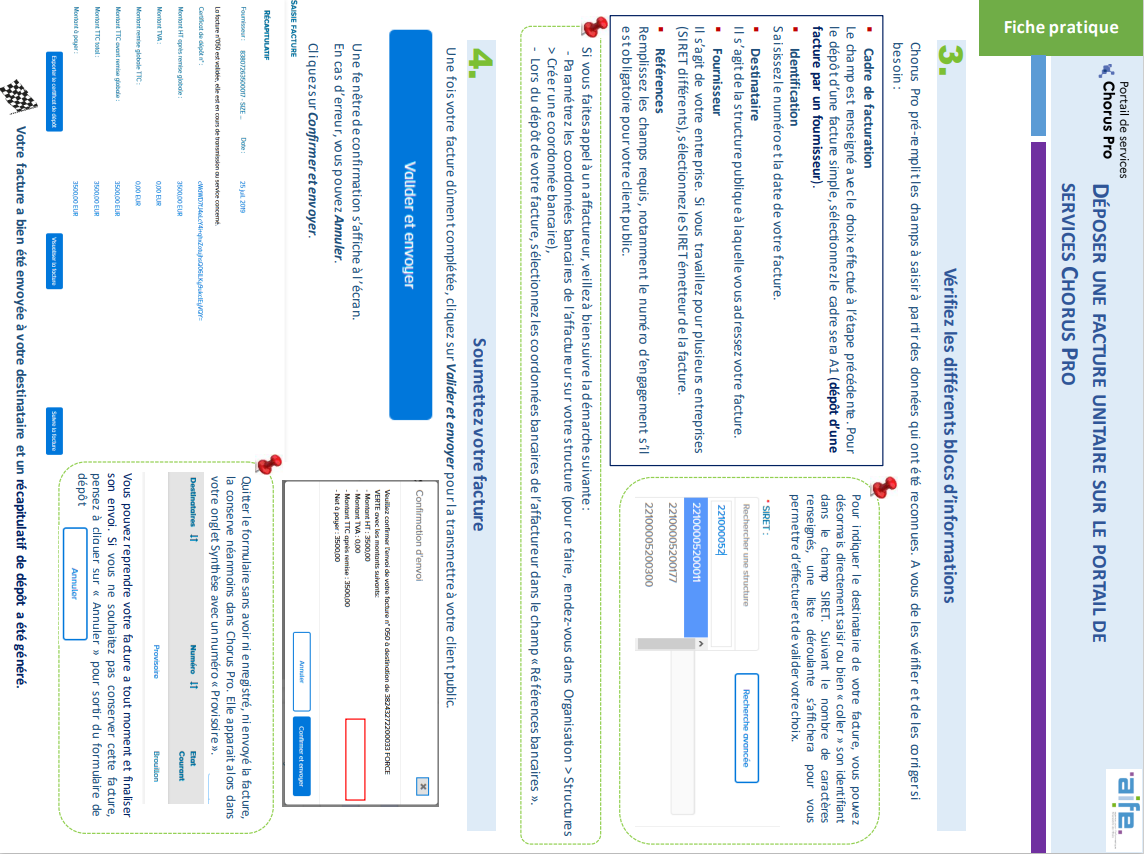


**ANNEXE 3 – Démarche détaillée de dépôt sur le site Chorus Pro**









1. **Les seuils (nombre de marées tests et pourcentage de diminution de capturabilité) seront définis et validés à l’échelon national en lien avec les comités des pêches. Une fois définis, l’armateur en sera informé par courrier ou mél** [↑](#footnote-ref-1)